

# Un appel au respect de l'accord d'Arusha

## BURUNDI Fortes pressions internationales

La communauté internationale a appelé mercredi le parti présidentiel au Burundi à respecter l'accord d'Arusha qui a mis fin à la guerre civile et garantit « *la paix et la stabilité* » grâce à un délicat équilibre au sein des institutions entre majorité hutu et minorité tutsi.

Dans un texte commun, les hauts représentants de l'ONU, de l'Union africaine (UA), de l'Union européenne (UE), des Etats-Unis et de la Belgique, ancienne puissance coloniale du Burundi, s'inquiètent de la suppression par l'Assemblée nationale d'une disposition de son règlement intérieur garantissant l'équilibre ethnique au sein du Bureau de la Chambre basse.

Cette décision « *montre une volonté troublante de la part du parti au pouvoir (le CNDD-FDD) d'abroger un des fondements de paix et de stabilité, qui ont permis au Burundi de sortir de la longue guerre civile* », ayant fait 300.000 morts entre 1993 et 2006, soulignent ces diplomates.

Ils appellent « *toutes les parties à renouveler leur engagement à respecter l'Accord d'Arusha et ses dispositions sur le partage du pouvoir* » entre Hutus (85 % de la population) et Tutsis (15 %).

Signé en 2000 à l'issue de longues négociations, l'accord d'Arusha a ouvert la voie à la fin de la guerre entre l'armée burundaise alors dominée par la minorité tutsie et des rébellions hutus. Il consacre un subtil équilibre ethnique, repris dans la

Constitution, au sein des institutions politiques mais aussi des forces de sécurité.

L'annonce fin avril de la candidature de M. Nkurunziza à un 3e mandat, qui selon l'opposition, la société civile, l'Eglise catholique et une partie de son propre camp viole la Constitution et l'accord d'Arusha, a plongé le Burundi dans une grave crise politique émaillée de violences ayant fait une centaine de morts.

### Quotas ethniques menacés

Les adversaires de M. Nkurunziza — issus des deux ethnies — lui prêtent l'intention de modifier la Constitution pour abolir les quotas ethniques. Héritier de la plus importante rébellion hutue du pays, le CNDD-FDD n'a jamais caché, au nom de la « démocratie », son hostilité à ces quotas qui assurent à la minorité tutsie une surreprésentation dans les institutions.

« *Le gouvernement burundais ne peut se permettre de continuer à suivre une voie entachée par l'instabilité, la division, une détérioration gravissime de l'économie et une crise humanitaire* », estiment les diplomates. « *Après des mois de violence et un processus électoral controversé, le gouvernement burundais peut commencer à restaurer sa crédibilité en s'engageant dans un dialogue politique ouvert à tous, avec les partis politiques — dont l'opposition et les frondeurs du CNDD-FDD — et la société civile* », poursuivent-ils. (afp) ■